

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1776

Artikel: La crise alimentaire s'invite au débat sur le libre-échange : Doris Leuthard et les agriculteurs entre l'Union européenne, l'OMC et les émeutes de la faim
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012460>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

notre économie. S'il n'y a qu'un référendum, les anti-européens pourront concentrer leur feu

sur les Roms tout en prétendant ne pas avoir d'autre choix que de menacer

l'ensemble des accords bilatéraux I. Une stratégie aux résultats très incertains.

La crise alimentaire s'invite au débat sur le libre-échange

Doris Leuthard et les agriculteurs entre l'Union européenne, l'OMC et les émeutes de la faim

Albert Tille (21 avril 2008)

L'opposition était programmée entre Doris Leuthard et quelque 400 agriculteurs romands dans un débat organisé par le journal Agri sur l'ALEA, l'accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne. Les émeutes de la faim au Cameroun et autres pays pauvres, étranglés par la hausse des cours mondiaux des céréales, ont fourni de nouvelles munitions aux paysans très majoritairement hostiles à l'accord. Ils ne se battent plus seulement pour leurs revenus. Face à la pénurie alimentaire qui menace le monde, ils entendent défendre l'approvisionnement de la Suisse par une production de proximité renforcée à l'abri de nos frontières. L'accord de libre-échange agricole qu'entend négocier le Conseil fédéral aboutirait au résultat inverse. Les produits européens meilleur marché envahiraient la Suisse, au détriment de la production nationale. Maintenons donc nos protections et nos prix pour prévenir la pénurie, disent-ils.

Doris Leuthard invite également la crise alimentaire dans le débat sur l'ALEA. Mais d'une autre manière. La flambée des cours mondiaux va diminuer l'énorme écart entre

les prix suisses et étrangers, qui atteignait 46% en 2006. L'adaptation aux conditions européennes sera facilitée. Et puis l'ALEA, loin de mettre en cause la production agricole nationale va, au contraire, la garantir sur le long terme. Malgré le système actuel de protection, l'agriculture suisse a perdu 10% du marché national ces 7 dernières années. Les consommateurs et l'industrie de transformation sont attirés par les produits étrangers plus avantageux. L'accord offrirait des débouchés à une production suisse de qualité. Introduit progressivement, le libre-échange ne serait pleinement effectif qu'en 2017. Une aide massive de la Confédération de 3 à 6 milliards de francs assurerait une transition sans douleur. Un groupe de travail auquel participeront les principales organisations agricoles est déjà désigné pour élaborer des mesures d'accompagnement.

La base paysanne ne croit pas à son avenir dans le grand marché européen. Les différences de prix constatées aujourd'hui sur le terrain sont trop abyssales pour être surmontées. Le succès de l'agriculture autrichienne n'ébranle pas les certitudes. La

situation suisse est si particulière qu'elle doit le rester durablement. Les dirigeants agricoles, parfaitement conscients des contraintes et des pressions internationales, ont une hostilité moins frontale. Ils ne pratiqueront pas la politique de la chaise vide dans le groupe de travail sur les mesures d'accompagnement à l'ALEA. Mais ils demandent au Conseil fédéral d'attendre le résultat des négociations de l'OMC avant d'entrer en discussion avec Bruxelles. Le Conseil fédéral n'est pas de cet avis. La crise alimentaire mondiale s'est également invitée à l'OMC. Elle a essentiellement pour effet d'exiger plus fermement que les pays riches renoncent à subventionner leurs exportations qui désorganisent les agricultures vivrières des pays pauvres. Mais rien n'est changé dans l'exigence de l'ouverture des frontières des pays riches, dont l'Europe. Que ce soit cette année, dans deux ou trois ans, la Suisse sera contrainte à faire de larges concessions agricoles. La seule alternative serait de quitter l'organisation, un geste suicidaire. Il faut donc préparer la libéralisation face au monde en cherchant, au plus tôt, un solide ancrage dans le marché européen. Attendre

les résultats de l'OMC avant d'agir ne serait qu'une dangereuse perte de temps.

L'argumentation gouvernementale a toute sa

pertinence. Mais il faut du courage pour entamer des négociations en faveur d'une branche économique qui freine des quatre fers. Le Conseil fédéral montre en revanche

moins d'audace pour résister à l'industrie pharmaceutique qui se bat contre les importations parallèles.

Crise alimentaire: le malheur des uns, la chance des autres

Les populations ont faim et les spéculateurs étanchent leur soif de profits

Yvette Jaggi (21 avril 2008)

Toujours la même injustice. A chaque pénurie d'une matière première industrielle ou surtout d'un produit de base agricole, on voit d'une part les petits producteurs et surtout les consommateurs finals en proie à l'inflation appauvrissante, et d'autre part les spéculateurs (littéralement: les observateurs) mis au bénéfice de nouvelles techniques financières pour épier et saisir les occasions de gagner à tout coup.

Les prix des matières premières ont constamment augmenté dans la dernière décennie (sauf en 2001); les prix des produits agricoles explosent depuis quelque mois, provoquant une véritable crise alimentaire mondiale, particulièrement douloureuse dans certains pays en développement.

L'approvisionnement de la planète en produits de base comme le blé, le maïs, le riz, le soja ne dépend plus seulement des aléas des récoltes et des livraisons à longue distance. Tout se passe comme si l'insuffisance actuelle de stocks physiques résultait d'un mode de gestion des marchandises et l'encourageait simultanément.

Ce mode, le flux tendu, on le retrouve, moins inadéquat mais aussi risqué, dans le commerce de gros et de détail. Le moins de réserves possible, un assortiment aussi réduit que tolérable, un capital de roulement alimenté par des achats payés après la revente.

Voilà qui renforce l'impression traditionnellement donnée par les marchés mondiaux des matières premières industrielles et des produits de base agricoles (*commodities* en anglais), qui semblent fonctionner à l'avantage principal des intermédiaires, commerciaux et financiers. Les premiers augmentent leurs marges en répercutant sur leurs clients les hausses de prix, plus vite et plus systématiquement que les réductions. Les seconds ne cessent de diversifier les instruments de financement, qui ne se limitent plus aux traditionnels contrats à terme mais comprennent désormais les doubles options, les produits dérivés, les valeurs indexées, les barrières et autres mécanismes de protection du capital investi.

En ce moment, c'est la ruée sur les investissements dans

l'agriculture mondialisée. Les banques suisses, de l'UBS à la BCV en passant par les banquiers privés, rivalisent de propositions alléchantes, toutes plus ou moins directement inspirées par l'indice RICI de la star actuelle du secteur des *commodities*, Jim Rogers. Le business n'est pas sans risques, comme l'avoue avec une certaine complaisance Credit Suisse, dont la filiale anglaise propose des titres et certificats en francs suisses sur son *Agriculture Index*. On lit, imprimé en petits caractères au bas de son prospectus d'émission, cet avertissement peu encourageant: «*Ce produit inclut des placements sur des marchés émergents. Les marchés émergents sont situés dans des pays répondant à une ou plusieurs des caractéristiques suivantes: une certaine instabilité politique, une évolution relativement imprévisible des marchés financiers et de la croissance économique, des marchés financiers en développement ou une économie faible. Les placements dans les marchés émergents sont généralement liés à des risques accrus: risques politiques,*